

<https://archined.ined.fr>

# **Migrations, Famille et Vieillessement à La Réunion. Premiers résultats de l'enquête MFV-2 en outre-mer**

**Didier Breton, Claude-Valentin Marie, Élodie Floury, Maude Crouzet, Marylise Dehon et Édouard Fabre**

## **Version**

Libre accès

## **Licence / License**

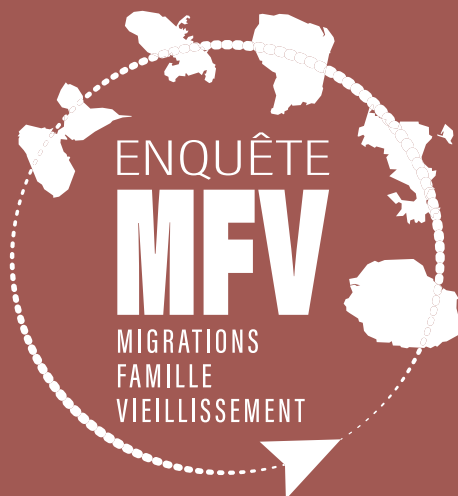
CC Attribution - Utilisation non commerciale - Pas d'Œuvre dérivée 4.0 International (CC BY-NC-ND)

### **POUR CITER CETTE VERSION / TO CITE THIS VERSION**

Didier Breton, Claude-Valentin Marie, Élodie Floury et al., 2022, "Migrations, Famille et Vieillessement à La Réunion. Premiers résultats de l'enquête MFV-2 en outre-mer". Aubervilliers : Ined.

**Disponible sur / Available at:**

<http://hdl.handle.net/20.500.12204/AYSGGTdUkOqZPUwFsDqF>



# Migrations, Famille et Vieillesse à La Réunion

Premiers résultats de l'enquête MFV-2  
en outre-mer

Didier Breton (Ined – Université de Strasbourg), Claude-Valentin Marie (Ined),  
Élodie Floury (Ined) et Maude Cruzet (Université de Strasbourg)  
Marylise Dehon (Insee), Édouard Fabre (Insee)



L'équipe MFV souhaite particulièrement  
remercier pour leur relecture :  
Sandrine Dauphin, Arnaud Régnier-Loilier  
et Laurent Toulemon

L'enquête Migrations, Famille et Vieillessement a été conçue par une équipe de chercheurs de/associés à l'Institut national d'études démographiques (Ined) et réalisée pour la première fois en 2009-2010. Il s'agit de la première enquête Ménage de grande ampleur spécifiquement dédiée aux départements et régions d'outre-mer (Drom) et conduite dans chacun de ces derniers (Marie, 2011). Elle analyse et mesure les mutations sociodémographiques à l'œuvre dans chacun d'entre eux. Outre ses thématiques centrales que sont les migrations, le vieillissement, la famille et ses transformations, elle aborde une série de thèmes « secondaires » tout aussi essentiels à la compréhension de la vie de ces territoires et à l'examen de leurs spécificités (pratiques linguistiques et religieuses, discriminations, état de santé, etc.). Cette enquête combine représentativité

territoriale et comparabilité nationale, voire internationale. Son ambition est également politique : elle a été pensée comme un instrument d'aide à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques sociales et sanitaires adaptées à chacun de ces départements et régions.

Forte des enseignements des premières éditions conduites en 2009-2010 en Martinique, Guadeloupe, Guyane et à La Réunion, puis à Mayotte en 2015-2016 (Marie *et al.*, 2017 et 2018), cette enquête a été reconduite en 2020-2021 (MFV-2) dans les quatre Drom « historiques » : Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion. Le questionnaire réactualisé vise à approfondir la connaissance des dynamiques à l'œuvre dans ces territoires et de leurs évolutions au cours des dix dernières années, avec l'ambition d'en donner une vision prospective.

## L'enquête Migrations, Famille et Vieillessement 2 (MFV-2)

### **Methodologie**

L'échantillon a été conçu à partir d'un tirage aléatoire stratifié de logements dans les enquêtes annuelles de recensement (EAR). Les personnes âgées de plus de 79 ans ou de moins de 18 ans révolus ainsi que les populations vivant en communauté (établissements hospitaliers, scolaires, communautés religieuses...) ne sont pas incluses dans la population d'étude.

Tout comme MFV-1, cette enquête de l'Ined est réalisée en collaboration avec l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), qui assure notamment l'organisation de la collecte. Cette dernière a débuté le 8 janvier 2020 dans l'ensemble des départements et s'est achevée le 30 juin 2021 en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion, et le 31 décembre 2021 en Guyane. Le questionnaire avait une durée de passation moyenne de 60 minutes. À La Réunion, 2 919 questionnaires ont été collectés (1 230 hommes et 1 689 femmes), constituant un échantillon représentatif de la population âgée de 18 à 79 ans dans le département. Des coefficients de pondération, calculés par le Centre de Ressources Interrégional pour les Enquêtes – Ménages (CRIEM), ont été appliqués afin que les répondants qui composent l'échantillon représentent exactement la structure de la population réunionnaise de cette classe d'âge sur quelques critères : sexe, âge et lieu de naissance notamment.

### **Une enquête en période de COVID-19**

La pandémie de COVID-19 a compliqué le processus de passation des questionnaires de l'enquête MFV-2 : la collecte a été totalement suspendue au moment du premier confinement, pour une période plus ou moins longue selon le territoire. Dans ce contexte, des adaptations ont été nécessaires. Alors que l'enquête était initialement prévue pour être réalisée exclusivement en face-à-face par collecte assistée par informatique (CAPI), le mode de passation par téléphone a été rendu nécessaire par périodes, devenant parfois le seul mode de collecte autorisé (notamment, de mi-avril à mi-juillet 2021 dans l'ensemble des départements). L'estimation de la part d'entretiens ainsi réalisés montre de grandes différences selon le département : en Martinique, près d'une interview sur deux a été conduite par téléphone, contre 1 sur 10 en Guadeloupe. À La Réunion, cela a été le cas pour 15,5 % des enquêtes réalisées. Cette estimation du mode de passation a été prise en compte par l'Insee pour le calcul des pondérations. Du fait de ces difficultés, les effectifs de réponses collectées ont été moins importants que prévu, ce qui impose aux équipes de recherche des précautions lors du traitement statistique des données.

Enfin, cette période particulière a pu entraîner des doutes chez les enquêtés sur la manière de répondre à certaines questions : faut-il donner une réponse en se basant sur sa vie en temps normal ou sur sa vie au moment de l'enquête, dans un contexte de pandémie ? Cette difficulté a notamment été relevée sur les questions relatives à la santé des personnes interrogées, à la fréquence à laquelle elles voient leurs enfants, ou encore à la fréquence à laquelle elles assistent à des offices religieux.

### **Financement**

Cette enquête a bénéficié d'une contribution financière du laboratoire d'excellence Individus, Populations, Sociétés (iPOPs), soutenu par une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme « Investissement d'avenir » portant la référence ANR-10-LABX-0089-013, ainsi que d'un financement de la Direction générale des outre-mer (DGOM). Au niveau local, elle est financée par la Région, le Département et la Caisse d'allocation familiale (CAF) de La Réunion.

La Réunion est, après la Martinique, la région d'outre-mer française où la part des natifs dans la population demeure la plus élevée (Insee, 2022). Dans l'enquête, ils formaient 79 % des 18 à 79 ans en 2020 contre 83 % en 2010 (figure 1.a). Les 20 % restant constituent la population des « immigrants » (personnes non natives de l'île). Une part de ces derniers a au moins un de leurs parents né à La Réunion (16 %) et sont alors nommés « originaires ». Leur présence témoigne ainsi d'un « effet d'après-coup » de l'émigration de leur(s) parent(s), le plus souvent en France métropolitaine.

À l'inverse, certains natifs ont pour parent(s) des « immigrants » installés sur l'île. Cette configuration ne concerne que 2 % d'entre eux en 2020, soit un taux équivalent à celui d'il y a dix ans, ce qui témoigne du

très faible impact de l'immigration sur le peuplement de l'île. Sur ce plan, La Réunion, à l'égal des Antilles, se distingue nettement de la Guyane où, en dix ans, la part des natifs dont les deux parents sont immigrés est passée de 24 % à 41 %.

En ce qui concerne les « immigrants », ils comptent une part nettement plus réduite chez les hommes les plus jeunes (moins de 40 ans), du fait d'une part moindre de ceux nés à l'étranger, et également chez les femmes les plus âgées (60 ans et plus), du fait d'une part moindre d'« immigrantes » nées en Métropole (figure 1.b).

## Les natifs

### • La part de sédentaires diminue

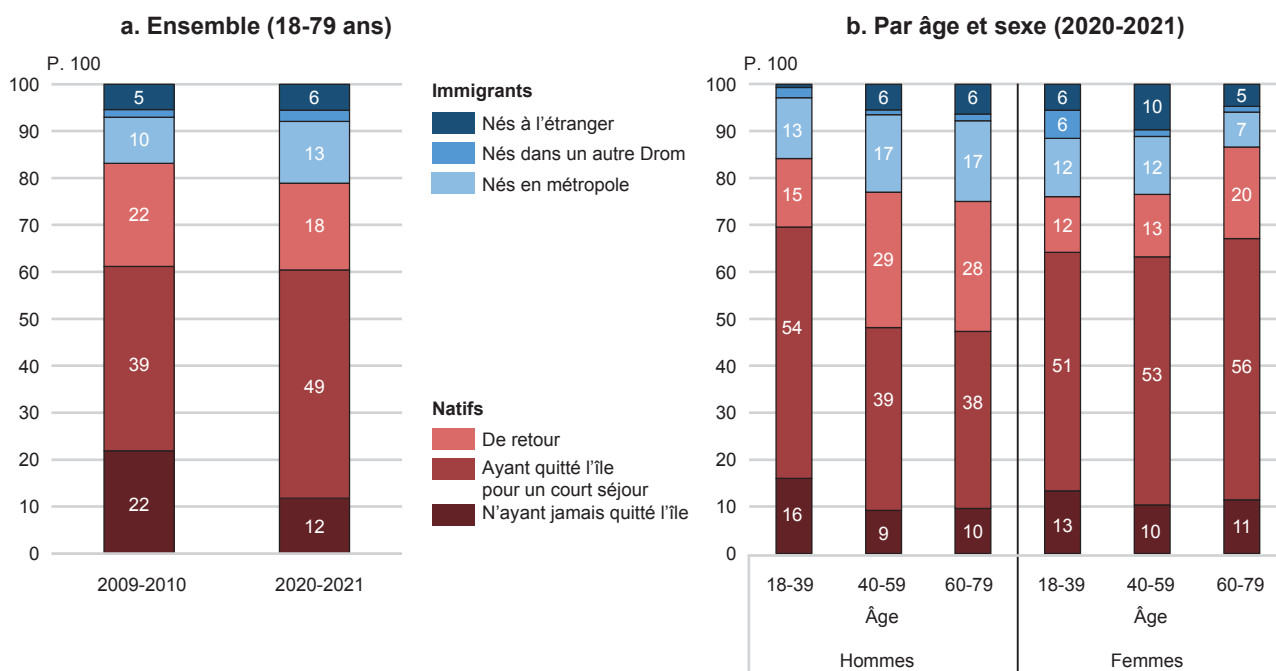
La mobilité des Réunionnais de 18 à 79 ans s'est sensiblement accrue au cours de cette dernière décennie (figure 2). En témoigne le net recul de la part des sédentaires (- 11 points) au profit principalement de ceux qui n'ont effectué que de courts séjours (+ 15 points). En conséquence, La Réunion n'est plus le Drom comptant la plus forte proportion de « natifs sédentaires » (15 %) : elle est désormais devancée par la Guyane.

Près d'un quart des natifs résidant sur l'île en 2020 (23 %) a fait l'expérience d'au moins une migration durable avant leur réinstallation sur l'île. Ce groupe, qualifié ici de « migrants-retour », rassemble principalement ceux partis en vue de poursuivre leurs

Pour rendre compte de l'importance des migrations dans l'itinéraire de vie des natifs de l'île, il est possible d'établir trois catégories :

- les « sédentaires », qui, de toute leur vie, n'ont jamais quitté leur île, même pour un court séjour ;
- ceux qui n'ont effectué que des « courts séjours » hors du département (moins de 6 mois, pour une formation professionnelle, visiter des proches, des congés, etc.) ;
- et enfin les « migrants-retour » (ou « natifs de retour »), qui, après un séjour durable en dehors de leur département de naissance (6 mois ou plus), sont revenus y vivre.

Figure 1. Structure de la population – La Réunion



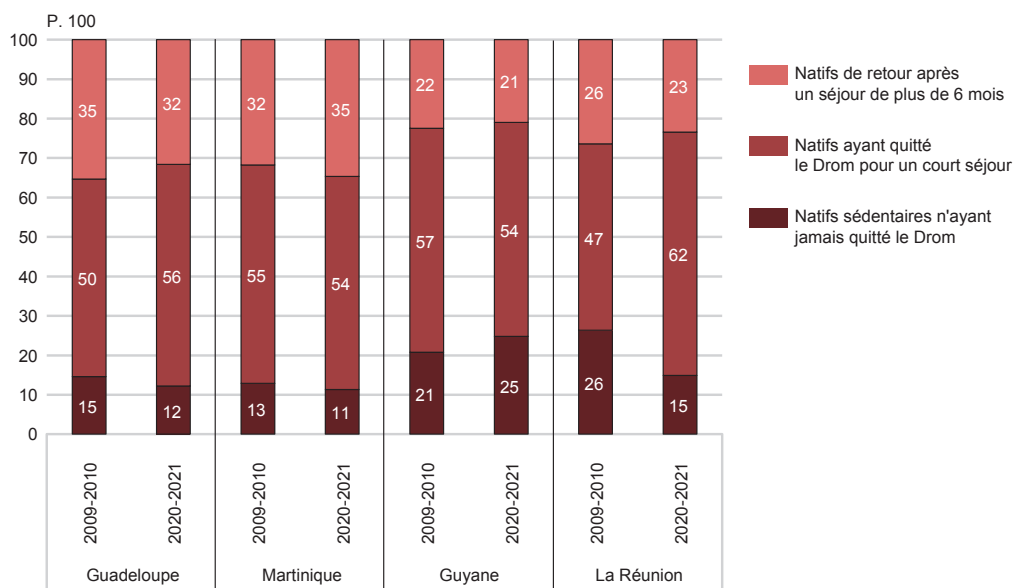
Champ : personnes résidant à La Réunion au moment de l'enquête (18-79 ans). Lecture : d'après l'enquête MFV-1, La Réunion comptait, en 2009-2010, 22 % de natifs n'ayant jamais quitté le département parmi l'ensemble des personnes de 18-79 ans qui y vivaient. D'après l'enquête MFV-2, cette part descendait à 12 % en 2020-2021. Sources : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillesse 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

études et qui sont aujourd’hui les plus diplômés (tableau 1) : près d’un quart d’entre eux (23 %) détient un diplôme du supérieur (+ 10 points en dix ans). Mieux formés et plus qualifiés, ils ont tiré un réel profit de leur « migration durable », que traduit leur bonne insertion professionnelle de retour « au pays ». Il reste cependant une part non négligeable de ceux partis pour des études qui n’ont pas eu la même réussite et demeurent à leur retour dépourvus de diplôme (15 %).

• **Les natifs n’ayant jamais quitté La Réunion cumulent les difficultés socio-économiques**

Les natifs « sédentaires » demeurent les plus précaires : les deux tiers (63 %) n’ont aucun diplôme et sont nettement moins souvent en emploi (tableau 1). Parmi ceux âgés de 25 à 65 ans, seuls 19 % exercent une activité en 2020 ; 41 % se déclarent au chômage et 32 % (femmes ou hommes) au foyer. Ce sont aussi les plus modestes : 75 % d’entre eux déclarent un revenu mensuel moyen de leur ménage inférieur à 2000 €<sup>(1)</sup>. Ils demeurent réticents

**Figure 2. Expérience migratoire des natifs des Drom en 2009-2010 et en 2020-2021**



*Champ* : natifs des Drom résidant dans leur département de naissance au moment de l’enquête (18-79 ans). *Lecture* : en 2020, 23 % des natifs de La Réunion de 18-79 ans qui y vivent ont déjà vécu au moins une expérience de migration longue. *Sources* : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillesse 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

**Tableau 1. Caractéristiques socio-professionnelles des natifs, selon leur expérience migratoire en 2020 (en %)**

	Sédentaires	Courts séjours	Natifs de retour	Ensemble
<b>Niveau de diplôme</b>				
<i>Aucun diplôme</i>	63	32	32	<b>37</b>
<i>Diplôme inférieur au baccalauréat</i>	25	30	33	<b>30</b>
<i>Niveau baccalauréat</i>	8	23	12	<b>18</b>
<i>Diplôme du supérieur</i>	4	15	23	<b>15</b>
<b>Revenu mensuel moyen du ménage inférieur à 2000 € *</b>	75	44	41	<b>50</b>
<b>Situation professionnelle (25-65 ans)</b>				
<i>En emploi</i>	19	57	56	<b>51</b>
<i>Étudiant ou apprenti</i>	0	0	0	<b>0</b>
<i>Chômeur (inscrit ou non à Pôle Emploi)</i>	41	22	25	<b>25</b>
<i>Retraité ou retiré des affaires</i>	1	3	7	<b>4</b>
<i>Au foyer</i>	32	14	7	<b>15</b>
<i>Inactif pour cause d’invalidité</i>	4	3	3	<b>3</b>
<i>Autre situation d’inactivité</i>	3	1	2	<b>2</b>

\* Valeur médiane des revenus mensuels moyens des ménages déclarés par les natifs de La Réunion dans l’enquête : 50 % des natifs déclarent des revenus mensuels moyens (dans l’année précédant l’enquête) inférieurs à 2000 €. *Champ* : natifs de La Réunion y résidant au moment de l’enquête (18-79 ans). *Lecture* : en 2020, 63 % des natifs de La Réunion de 18-79 ans qui n’ont jamais quitté le département sont sans diplôme. *Source* : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillesse 2 (2020-2021).

(1) Valeur médiane des revenus mensuels moyens des ménages déclarés par les natifs de La Réunion dans l’enquête. Près d’un quart des ménages réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté monétaire à La Réunion (Robin, 2022).

à quitter leur île pour un emploi : ils ne sont que 30 % à l'envisager, contre 49 % de ceux déjà partis pour un court séjour, et 43 % des « natifs de retour ».

### • Les études deviennent un motif majeur des départs

S'agissant des « natifs de retour », les raisons de leur migration durable apparaissent fortement corrélées au sexe et à l'âge (figure 3). L'enquête montre en effet que la migration des femmes revenues dans leur département de naissance a été, plus fréquemment que celle des hommes, motivée par des raisons familiales (regroupement familial, accompagnement d'un parent, séparation, etc.). Pour les plus jeunes, la poursuite des études demeure la motivation première de leur migration de longue durée. À La Réunion, nombreux sont les hommes dont la migration s'est effectuée dans le cadre du service militaire. L'enquête MFV-1 a montré que cette migration « imposée » avait concerné près de la moitié des hommes « migrants-retour ». Supprimée depuis<sup>(2)</sup>, cette obligation ne concerne plus les nouvelles générations avec pour effet une forte réduction de la part d'hommes concernés par ce motif : ils ne sont plus que 36 % dans MFV-2. Cette même raison explique aussi que la part de « migrants-retour » ait reculé de 3 points en dix ans (2010 à 2020), passant de 26 % à 23 % (figure 2).

### • En Métropole, les « natifs de retour » réunionnais ont privilégié la province

La très grande majorité des « natifs de retour » réunionnais ont vécu leur dernier séjour durable en Métropole : plus de neuf sur dix (94 %) y ont résidé lors de leur dernier séjour (contre 81 % à 84 % des « natifs de retour » des Antilles-Guyane). À la différence des Antillais fortement regroupés en Île-de-France (près de 50 %), ces Réunionnais de « retour » ont privilégié la province, avec une préférence des plus jeunes (18-39 ans) pour la Haute-Garonne liée à l'attractivité de la ville de Toulouse pour des étudiants.

Quand on exclut ceux qui ont effectué leur migration dans le cadre militaire et qui ont donc, pour l'essentiel, résidé hors ménage ordinaire, on observe qu'au cours de leur séjour en Métropole, 16 % des « natifs de retour » ont vécu chez des amis ou amis de la famille, contre seulement 2 % à 9 % des natifs des autres Drom, ce qui laisse entrevoir l'importance des solidarités réunionnaises en dehors de l'île. Si dans l'étude « Freins à la mobilité des jeunes vers la Métropole » (Fabre, 2013) les jeunes exprimaient leur crainte de quitter leur île de naissance, avoir des proches sur place constituerait un facteur rassurant, voire un prérequis au départ.

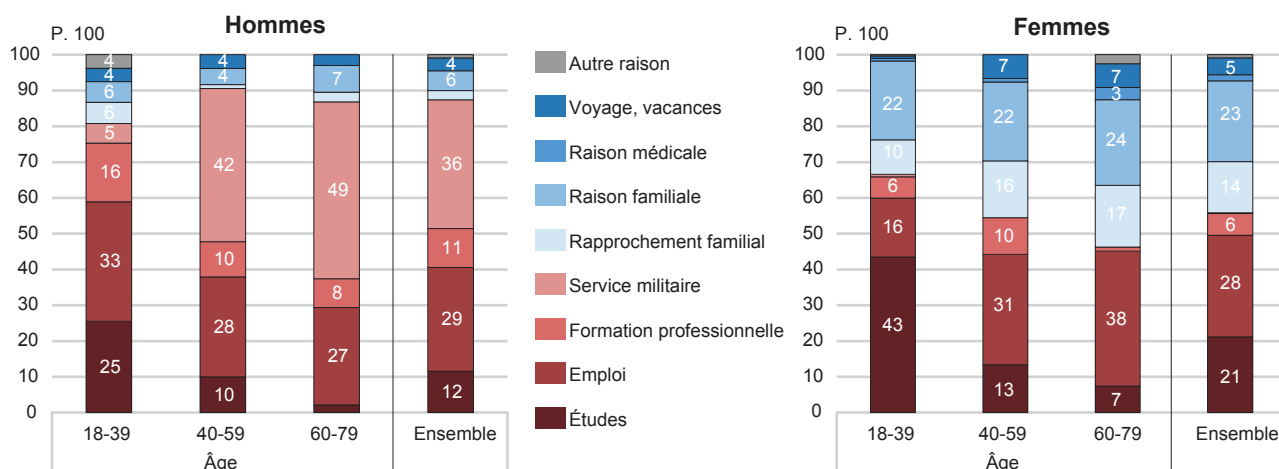
### • Les aides financières familiales peu fréquentes durant la migration

Seul un quart des « natifs de retour » réunionnais (25 %) déclarent avoir reçu d'un proche une aide financière au cours de leur dernier séjour durable hors de La Réunion, soit un peu moins que ceux des Antilles et de Guyane (30 %-35 %). Plus de la moitié de ceux qui ont été aidés l'ont été de manière occasionnelle (56 %). Cette situation est comparable à celle observée il y a dix ans : près des deux tiers de ces « natifs de retour » n'avaient bénéficié que d'aides « occasionnelles » durant leur séjour (65 %), contre 35 % à 42 % de ceux des autres Drom. À l'inverse, seuls 8 % des « natifs de retour » (hommes et femmes à part égale) déclarent avoir aidé financièrement un ou plusieurs membre(s) de leur famille demeuré(s) au pays, soit un pourcentage équivalent à celui des autres Drom. Parmi ceux « partis pour un emploi », ce taux s'élève à 19 %.

### • Le retour « au pays » est fréquemment motivé par l'envie de retrouver ses proches

Dans l'ensemble des Drom, le souhait de retrouver famille et amis apparaît comme la principale motivation du retour : elle est évoquée par près d'un tiers des « natifs de retour » réunionnais (31 %). Les autres motifs, en parts nettement plus restreintes, sont le « mal du

Figure 3. Motifs du dernier séjour des « natifs de retour » par sexe et groupe d'âge – La Réunion, 2020



Note : pour les individus ayant réalisé plusieurs longs séjours, on s'intéresse ici au dernier. 0,4 % des « natifs de retour » ont refusé de répondre à cette question : ils n'apparaissent pas sur le graphique. Champ : « natifs de retour » résidant à La Réunion au moment de l'enquête (18-79 ans). Lecture : près de la moitié (49 %) des hommes « natifs de retour » de 60-79 ans avaient réalisé leur dernière migration longue au motif du service militaire. Source : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillesse 2 (2020-2021).

(2) La suppression du service militaire obligatoire a été annoncée par J. Chirac en 1996 et a été rendue effective en 2001.

pays » (19 %) et les « motifs familiaux » (accompagnement d'un conjoint, mariage, éducation des enfants), souvent mentionnés par les femmes (26 %, contre 15 % des hommes). Près d'un quart des Réunionnais (26 %) déclarent avoir connu des difficultés à leur retour, soit autant qu'il y a dix ans. Si les femmes réunionnaises s'en plaignaient plus fréquemment que les hommes il y a dix ans, ce n'est plus le cas en 2020. La recherche d'emploi (figure 4) est la difficulté la plus souvent évoquée (54 %), plus qu'aux Antilles ou en Guyane (36 % à 42 %). À cela s'ajoutent pour certains des problèmes de logement (23 %), et/ou financiers (22 % contre 11 % à 13 % dans les autres Drom).

#### • Les expériences de migration sont jugées positives

La très grande majorité des « natifs de retour » tient pour « positif » (72 %) ou « plutôt positif » (20 %) leur dernier long séjour hors de l'île, en dépit des difficultés rencontrées par une partie d'entre eux (45 % des femmes, 40 % des hommes) : l'éloignement de la famille ou le mal du pays (47 % de ceux ayant connu des difficultés) et l'adaptation à la vie sur le lieu de migration (40 %) sont les principaux obstacles évoqués. Quoi qu'il en soit, un peu plus d'un quart des « natifs de retour<sup>(3)</sup> » (28 %) se disent prêts à un nouveau départ pour un « séjour durable », soit une part supérieure à celle des Antillais (20 % et 24 %), mais moindre que celle des Guyanais (46 %). Les femmes l'envisageraient plus que les hommes (36 %, contre 23 %). La grande majorité de ces Réunionnais prêts à un nouveau départ ferait le choix de la Métropole (74 %, contre 57 % à 63 % dans les autres Drom) tandis que 20 % d'entre eux opteraient pour un séjour à l'étranger. Ces résultats sont, là encore, comparables à ceux obtenus il y a dix ans.

Durant leur séjour, 20 % de ces « natifs de retour » ont plutôt fréquenté des natifs de leur île de naissance, et 30 % plutôt des natifs de leur lieu de migration. Une majorité estime avoir fréquenté sans différenciation les uns et les autres (42 %), tandis que 8 % disent n'avoir fréquenté ni les uns ni les autres.

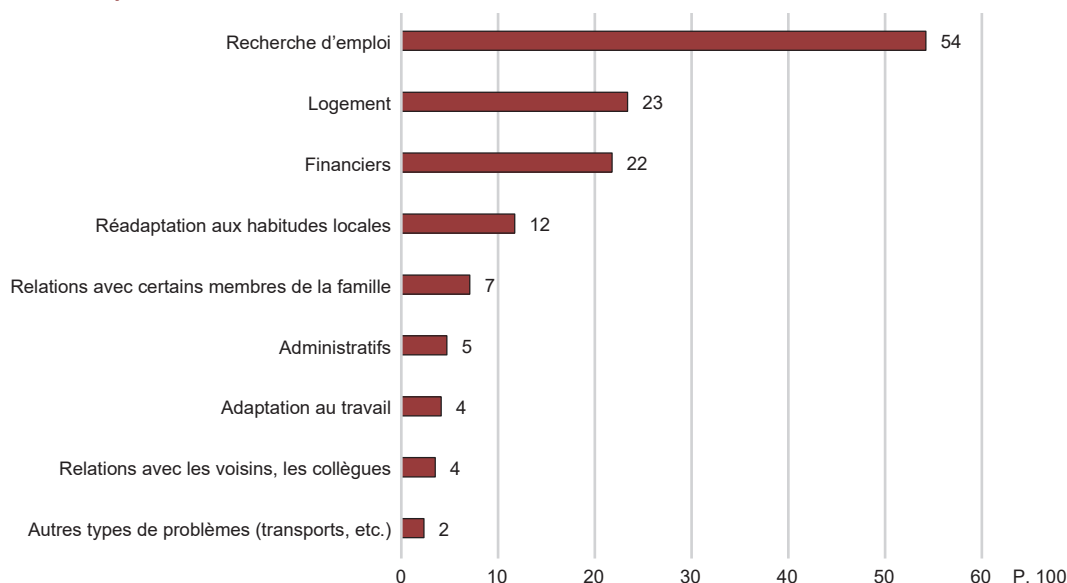
#### Les intentions de migration des natifs

##### • Les jeunes réunionnais sont particulièrement attachés à leur île

En 2020, 44 % des jeunes adultes réunionnais (18-34 ans) ont déclaré être prêts à quitter leur département pour un emploi. Légèrement supérieur à celui enregistré il y a dix ans (40 %), ce taux demeure en deçà de ceux enregistrés dans les autres Drom (54 % à 59 %), confirmant un plus fort attachement des Réunionnais à leur département. Comme il y a dix ans, la Métropole demeurerait leur destination privilégiée (82 %, contre 71 % aux Antilles). Le Canada est fréquemment évoqué par ceux qui préféreraient partir à l'étranger. Mais la majorité (58 %) refuserait ce départ pour un motif autre que l'emploi, soit une part supérieure à celle des autres Drom (35 % à 53 %). L'expérience d'une précédente émigration joue ici un rôle important : 71 % de ceux qui n'ont jamais quitté leur île sont réticents à un départ pour un autre motif que l'emploi, contre 56 % de ceux ayant l'expérience d'un « court séjour », et 52 % de ceux déjà partis pour de longs séjours.

Les natifs « sédentaires » demeurent quant à eux les plus réticents à la perspective d'un départ pour un emploi. On peut y voir un effet de niveau de formation : les moins diplômés sont toujours moins enclins à partir et les « sédentaires » sont souvent peu ou pas

**Figure 4. Principaux problèmes rencontrés par les « natifs de retour » ayant déclaré avoir connu des difficultés lors de leur retour à La Réunion**



Note : les personnes interrogées pouvaient ici citer deux difficultés principales. Champ : « natifs de retour » ayant dit avoir connu des difficultés à leur retour à La Réunion (18-79 ans). Lecture : 54 % des « natifs de retour » à La Réunion ont cité la recherche d'emploi parmi les deux difficultés qu'ils pouvaient citer. Source : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillesse 2 (2020-2021).

(3) On notera que ces « natifs de retour » sont âgés de plus de 34 ans.



diplômés. Les jeunes réunionnaises sont toujours plus réticentes au départ que leurs homologues masculins (36 % contre 53 %), même si l'écart est moindre qu'il y a dix ans. Leur réticence tient certainement à plusieurs facteurs. Elles sont ainsi plus fréquemment inactives et l'on sait que les personnes les plus éloignées du marché du travail sont aussi les moins mobiles (Fabre, 2013). À cela s'ajoute pour beaucoup une charge familiale qui constitue un autre frein à la mobilité : 47 % des jeunes réunionnaises (18-34 ans) ont au moins un enfant, contre 29 % de leurs homologues masculins. Les obstacles à la migration sont nettement plus importants pour elles d'un point de vue matériel et organisationnel.

• **Le « retour », une condition du départ moins impérative qu'il y a dix ans**

En 2010, parmi les jeunes réunionnais qui se déclaraient « prêts à partir », 57 % conditionnaient ce départ à la possibilité d'un retour. Dix ans plus tard, seuls 49 % des candidats potentiels formulent cet impératif : ils sont désormais plus nombreux à ne pas faire du retour un facteur déterminant de leur choix. Ainsi, les Réunionnais sont – avec les jeunes guyanais – ceux pour qui la condition du retour est la moins forte (55 % à 63 % aux Antilles), bien qu'elle paraisse un peu plus importante pour les femmes que pour les hommes (53 % contre 46 %), une différence qui n'existait pas il y a dix ans. Parmi les jeunes réunionnais prêts à un départ, un sur deux l'envisagerait sans « aide publique à la mobilité », une part équivalente à celle des autres Drom. En 2010, ils n'étaient que 36 % à l'envisager

ainsi. Ceux qui, à l'inverse, souhaiteraient disposer de cette « aide publique » en auraient majoritairement besoin pour trouver un logement sur place (59 %), pour le financement de leur voyage (31 %), et, dans une moindre mesure, pour leurs dépenses courantes (11 %). Ce constat est similaire à celui d'il y a dix ans.

**Les « immigrants »**

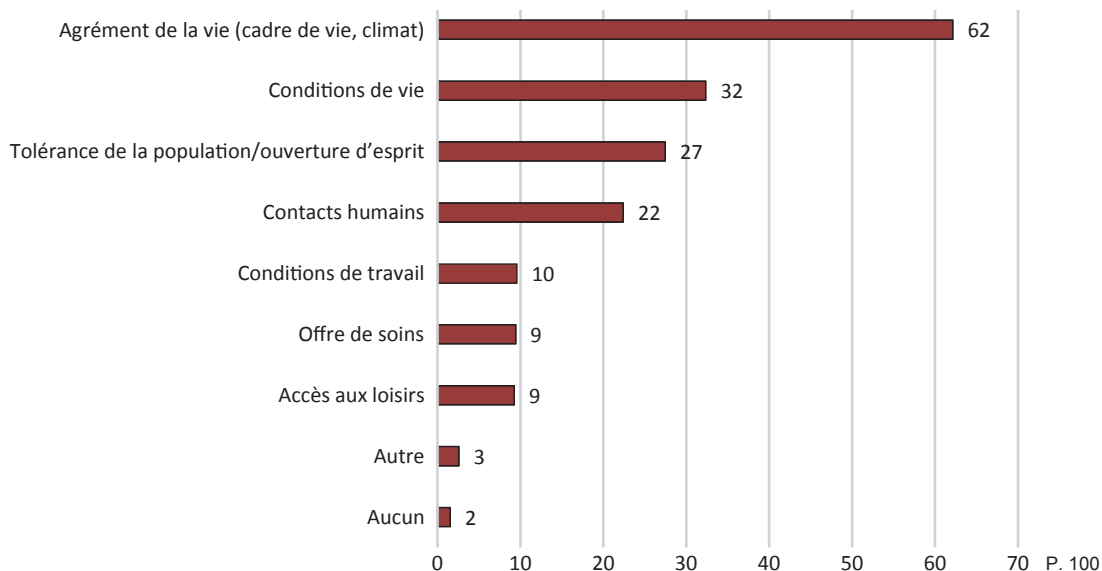
• **L'immigration est principalement métropolitaine**

En 2010, dans l'enquête MFV-1, La Réunion comptait – parmi les personnes âgées de 18 à 79 ans – 17 % d'« immigrants » (dont 10 % nés dans l'Hexagone, 2 % ailleurs en outre-mer, 5 % à l'étranger). Dix ans plus tard, ce taux s'élève à 21 % ; la part des natifs nés dans un autre Drom ou à l'étranger demeure stable<sup>(4)</sup>. Près de la moitié de ces « immigrants » (45 %) pensent leur installation durable ; 37 % l'estiment définitive<sup>(5)</sup> ; seuls 14 % la tiennent pour provisoire<sup>(6)</sup>. Par ailleurs, les migrations des personnes seules sont les plus nombreuses (42 %), suivies de celles des couples avec enfants (24 %) ou sans<sup>(7)</sup> (18 %).

• **Le cadre de vie et le climat : principaux avantages de la vie sur l'île**

Trois quarts de ces « immigrants » (76 %) conseilleraient à des proches de s'installer à La Réunion. En progression de 6 points en dix ans, ce taux est très supérieur à ceux relevés dans les autres Drom (un peu plus de 60 %).

**Figure 5. Principaux avantages à la vie à La Réunion déclarés par les « immigrants »**



Note : les personnes interrogées pouvaient ici citer deux avantages principaux à la vie dans le département. *Champ* : non-natifs de La Réunion, appelés « immigrants » (18-79 ans). *Lecture* : 62 % des immigrants à La Réunion ont cité l'agrément de la vie parmi les deux avantages qu'ils pouvaient citer. *Source* : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillesse 2 (2020-2021).

(4) Ceux nés à l'étranger arrivent pour l'essentiel de Madagascar et des autres îles de l'océan Indien (Maurice, Comores).  
 (5) Près de la moitié des immigrants nés à l'étranger sont de cet avis, contre seulement un tiers de ceux nés en France.  
 (6) Les 4 % restants ne savent pas.  
 (7) Les 16 % restants sont des personnes arrivées seules avec un ou plusieurs enfants (8 %), avec un ou plusieurs membres de la famille (7 %) ou avec un ou plusieurs amis (1 %).

Cette recommandation est formulée le plus fréquemment par les immigrants « nés en France », ceux « nés à l'étranger » demeurant plus enclins à conseiller à leurs proches de rester là où ils vivent. La suggestion varie aussi selon l'âge : tandis que 90 % de l'ensemble des « immigrants » de moins de 35 ans incitent leurs proches à s'établir à La Réunion, seulement 76 % des 35-54 ans et 67 % des 55 ans ou plus le recommandent. Les avantages de la vie à La Réunion les plus souvent cités sont, comme aux Antilles, l'agrément du cadre de vie et le climat (62 %) (figure 5).

La tolérance et l'ouverture d'esprit de la population locale sont des atouts plus souvent cités à La Réunion qu'aux Antilles-Guyane. Seuls 28 % des « immigrants » déclarent avoir connu des difficultés au cours de leur séjour sur l'île, soit un taux inférieur aux autres Drom (32 %-49 %). Les problèmes de logement sont ici au premier rang, alors que ce sont les difficultés liées aux démarches administratives qui prédominent dans les autres Drom. À La Réunion, très peu d'« immigrants » font état d'une expérience négative à vivre sur l'île, mais il est probable qu'une partie de ceux pour qui c'était le cas soient partis au moment de l'enquête.

#### • Les contacts entre natifs de même origine sont fréquents

Interrogés sur leurs relations sociales, un peu plus d'un tiers des « immigrants » (37 %) déclarent plutôt fréquenter des natifs de La Réunion, 17 % plutôt leurs pairs (même territoire d'origine), et 43 % autant les uns que les autres. Le choix et l'intensité de ces fréquentations sont fortement corrélés à la durée de présence : plus durable est l'installation, moins exclusives sont les fréquentations entre natifs de même origine. Ainsi, 26 % des « immigrants » installés à La Réunion depuis moins de dix ans disent plutôt fréquenter des personnes natives de leur lieu d'origine, contre 12 % de ceux qui y vivent depuis 10 à 29 ans, et moins de 10 % de ceux installés depuis 30 ans ou plus. Cependant, les femmes privilégient, plus que les hommes, la fréquentation de natifs de leur territoire d'origine (+ 16 points). Dans l'ensemble, une très large majorité (plus de 8 sur 10) déclare maintenir des contacts fréquents avec des proches résidant dans leur lieu de naissance. Comparable à celui des Antilles, ce taux est en revanche très supérieur à celui de la Guyane (65 %), où la part d'« immigrants » nés à l'étranger est nettement plus importante.

## Famille

### La fécondité reste élevée malgré un âge à la maternité qui recule

La Réunion se distingue par un indice synthétique de fécondité proche de 2,5 enfants par femme depuis au moins 20 ans, soit un niveau intermédiaire entre la Guyane et Mayotte, encore en cours de transition démographique, et la Martinique, où l'indice est inférieur au seuil de renouvellement des générations. À la date de l'enquête, les femmes nées entre 1940 et 1949 déclarent en moyenne 3,3 enfants, contre 2,6 pour celles nées au début des années 1970, soit un recul moindre qu'aux Antilles (de 3,2 à 2,0 enfants par femme).

Cette résistance à la baisse de la fécondité tient probablement à la part élevée de femmes devenues mères avant 20 ans (Sui-Seng, 2022b). Cette part est certes en diminution (13 % des natives de l'île des générations 1990-1999 sont devenues mères avant 20 ans contre 21 % de celles des générations 1980-1989), mais elle demeure encore deux fois plus élevée qu'aux Antilles ou en Métropole.

### Un écart de fécondité important entre les jeunes les moins diplômées et les plus diplômées

À La Réunion, les femmes devenues mères avant 20 ans sont généralement les moins diplômées et le contraste est particulièrement fort dans les générations

1990-1999 : 44 % des mères avant 20 ans n'ont pas de diplôme contre 11 % des autres femmes<sup>(8)</sup>. À 25 ans, les Réunionnaises nées entre 1986 et 1995 (génération 1990) ont eu en moyenne 1,0 enfant (contre 0,7 aux Antilles), valeur proche de celle des femmes nées entre 1966 et 1975. La répartition selon le nombre d'enfants varie relativement peu au fil des générations, si ce n'est une légère augmentation de la part de celles sans enfant qui passe de 47 % à 51 % (figure 6).

Cette répartition selon le nombre d'enfants à 25 ans varie en revanche fortement selon le niveau d'études (figure 6). La part de celles n'ayant pas d'enfant augmente pour les diplômées du supérieur (de 74 % à 83 %), mais diminue dans les autres catégories : l'écart des comportements féconds entre les plus diplômées et les moins diplômées se creuse. Au total, la part des femmes n'ayant pas eu d'enfant à 25 ans augmente de 4 points, du fait du comportement des plus diplômées, dont la proportion passe de 24 % dans les générations 1966-1975 à 32 % dans les générations 1986-1995.

### Décohabitation familiale et entrée en parentalité : des trajectoires qui diffèrent selon le sexe

À La Réunion, la parentalité avant 25 ans concerne davantage les femmes que les hommes (figure 7). Y concourent autant le décalage d'âge à l'union entre

(8) Aux Antilles, ces proportions sont respectivement de 28 % et 15 %.

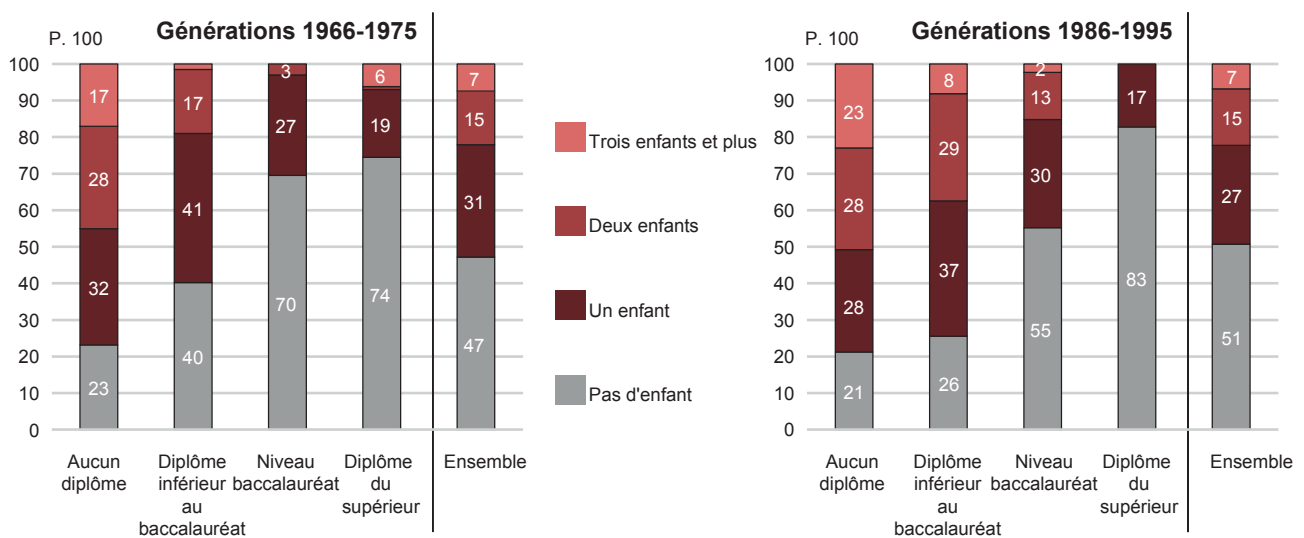
les sexes que les situations de monoparentalité plus fréquentes et plus précoces qu'en Métropole (Breton, 2011). Dans les générations 1990, la moitié des femmes réunionnaises sont mères d'au moins un enfant à 25 ans (50 %), et ont, en grande majorité, vécu en couple. Ce schéma est nettement moins fréquent aux Antilles (31 %). Quant aux hommes réunionnais de moins de 25 ans, ils se déclarent moins souvent pères et, dans ce cas, une fois sur trois ils n'ont jamais quitté leur domicile parental ni vécu en couple.

À La Réunion, les deux tiers des hommes vivent chez leurs parents à 20 ans, et encore un tiers à 25 ans. Pour les femmes, les proportions sont respectivement 52 % et 28 % aux mêmes âges. Cette spécificité masculine et ultramarine est plus prégnante encore aux Antilles où 80 % des hommes des générations 1990 vivaient encore chez

leurs parents à 20 ans et 60 % à 25 ans (contre respectivement 67 % et 33 % pour les femmes). Des résultats à mettre en relation avec les difficultés des jeunes à trouver un emploi durable leur permettant d'accéder à un logement indépendant (Sui-Seng, 2022a).

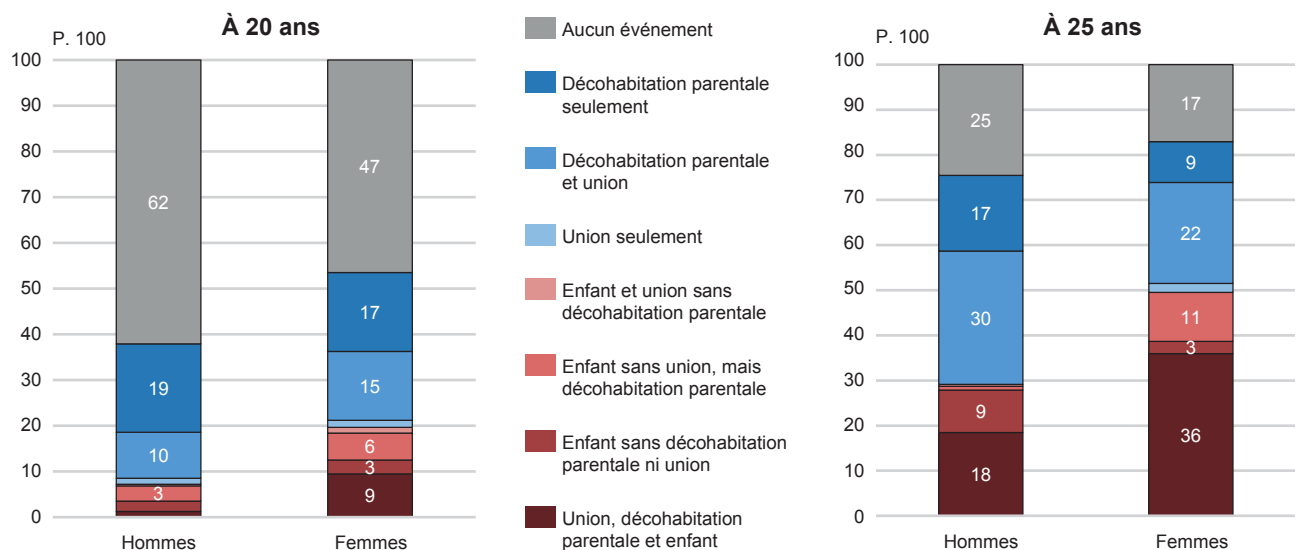
Avoir connu tous les événements (union, décohabitation parentale et naissance d'un enfant) avant 25 ans est la situation la plus fréquente chez les femmes non-diplômées (59 %) ou peu diplômées (54 %) (figure 8). Pour les plus diplômées, la trajectoire la plus commune – très fréquente en Métropole – est celle d'une union et d'une décohabitation de chez ses parents sans enfants avant 25 ans (43 %). Les trajectoires d'entrée dans la vie adulte à La Réunion sont très différentes de celles observées aux Antilles où la part des femmes n'ayant connu aucun événement est plus importante

**Figure 6. Nombre d'enfants par femme à 25 ans selon leur niveau d'études des femmes – La Réunion**



*Champ* : femmes résidant à La Réunion au moment de l'enquête. *Lecture* : 74 % des femmes des générations nées en 1966-1975 résidant à La Réunion en 2020 et diplômées du supérieur n'avaient pas d'enfant à 25 ans. *Source* : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillesse 2 (2020-2021).

**Figure 7. Événements de la trajectoire familiale vécus par les hommes et les femmes à 20 ans et 25 ans pour les générations 1986-1995 – La Réunion**



*Champ* : personnes résidant à La Réunion au moment de l'enquête. *Lecture* : 25 % des hommes des générations 1986-1995 à La Réunion n'ont connu ni décohabitation de chez leurs parents, ni union cohabitante, ni premier enfant à 25 ans. *Source* : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillesse 2 (2020-2021).

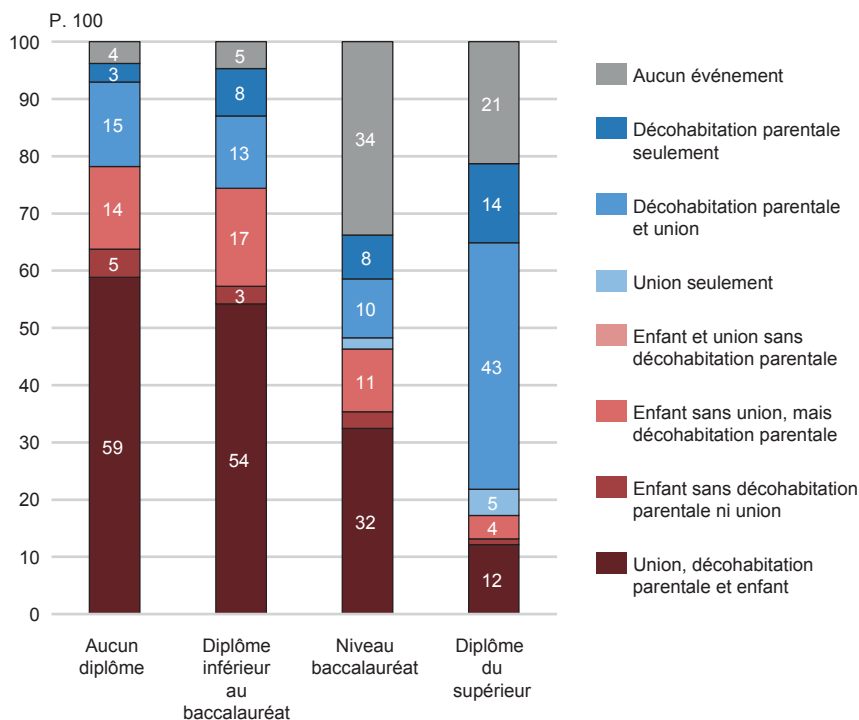
chez les non-diplômées (28 % contre 4 % à La Réunion) et les plus diplômées (34 % contre 21 % à La Réunion).

### La crise sanitaire, un frein à la mise en couple des plus jeunes ?

Par comparaison à la situation observée il y a dix ans (MFV-1), la part des 18-35 ans vivant en couple cohabitant en 2020 a fortement diminué (figure 9). En plus du contexte social dégradé qui a rendu difficile l'installation des jeunes sans emploi dans un logement

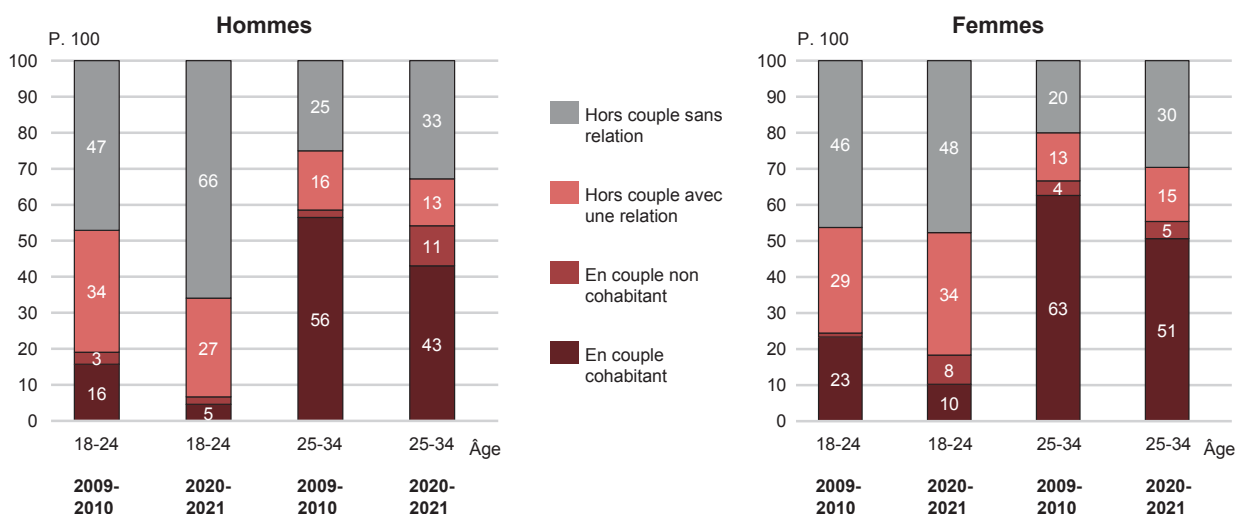
autonome (Jonzo et Seguin, 2022), la crise sanitaire et les confinements ont certainement limité plus encore les possibilités de rencontres et/ou d'emménagement dans un logement commun pour les personnes qui entretenaient une relation stable. La part des hommes de moins de 25 ans ne déclarant aucune forme d'union est en nette augmentation (de 47 % à 66 %) alors qu'elle demeure stable pour les femmes (46 % à 48 %). Parmi les hommes de 25-34 ans, on observe une progression à la fois de ceux en couple non cohabitant (de 2 % à 11 %) et de ceux ne déclarant aucune union (de 25 % à 33 %),

**Figure 8. Événements de la trajectoire familiale vécus par les femmes à 25 ans selon le niveau d'études pour les générations 1986-1995 – La Réunion**



*Champ* : femmes résidant à La Réunion au moment de l'enquête. *Lecture* : 21 % des femmes des générations 1986-1995 diplômées du supérieur à La Réunion n'ont connu ni décohabitation de chez leurs parents, ni union cohabitante, ni premier enfant à 25 ans. *Source* : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillesse 2 (2020-2021).

**Figure 9. Situation de couple selon l'âge au moment de l'enquête en 2009-2010 et en 2020-2021 – La Réunion**



*Champ* : personnes résidant à La Réunion au moment des enquêtes. *Lecture* : 66 % des hommes de 18-24 ans qui résidaient à La Réunion en 2020-2021 n'étaient pas en couple et sans relation amoureuse. *Sources* : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillesse 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

alors que pour les femmes du même âge la progression se vérifie principalement pour celles se déclarant « hors couple, sans relation amoureuse » (de 20 % à 30 %).

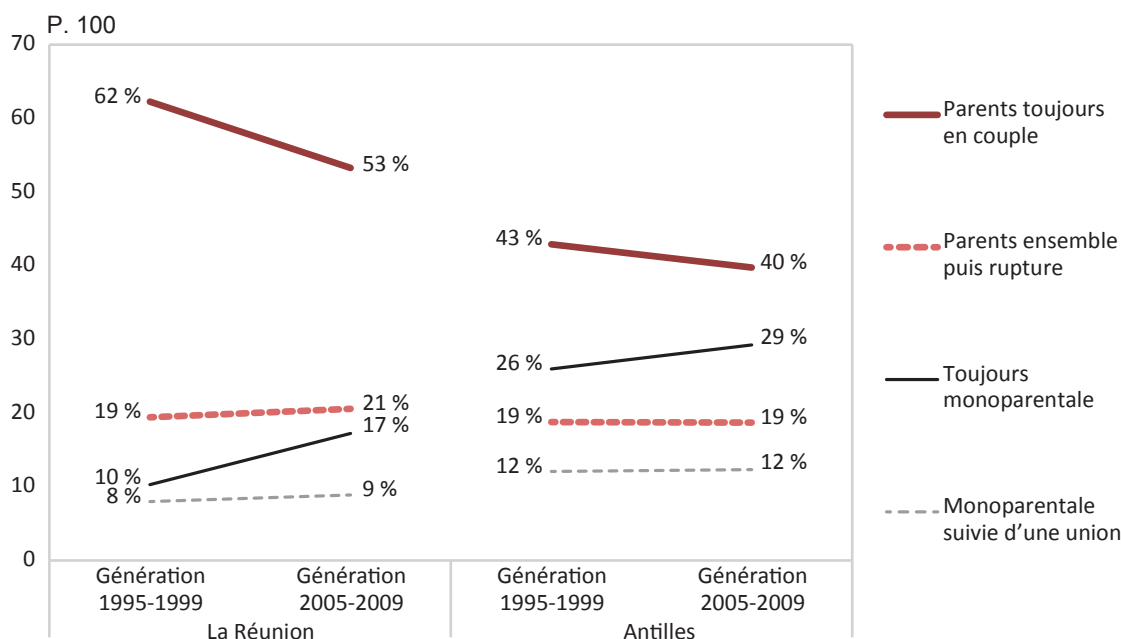
### La part des enfants vivant toute leur enfance en famille monoparentale passe de 10 % à 17 % à La Réunion

À La Réunion, durant les dix premières années de leur vie, la majorité des enfants ont une histoire familiale assez proche du modèle métropolitain : une naissance au sein

d'un couple qui demeure stable au moins dix ans. Cette trajectoire a néanmoins connu une baisse (- 9 points) entre les générations d'enfants nés entre 1995 et 1999 (62 %) et ceux nés dix ans plus tard (53 %) (figure 10). Aux Antilles, cette trajectoire est moins fréquente, et également en légère baisse (- 3 points) entre les générations d'enfants nés entre 1995 et 1999 (43 %) et ceux nés dix ans plus tard (40 %).

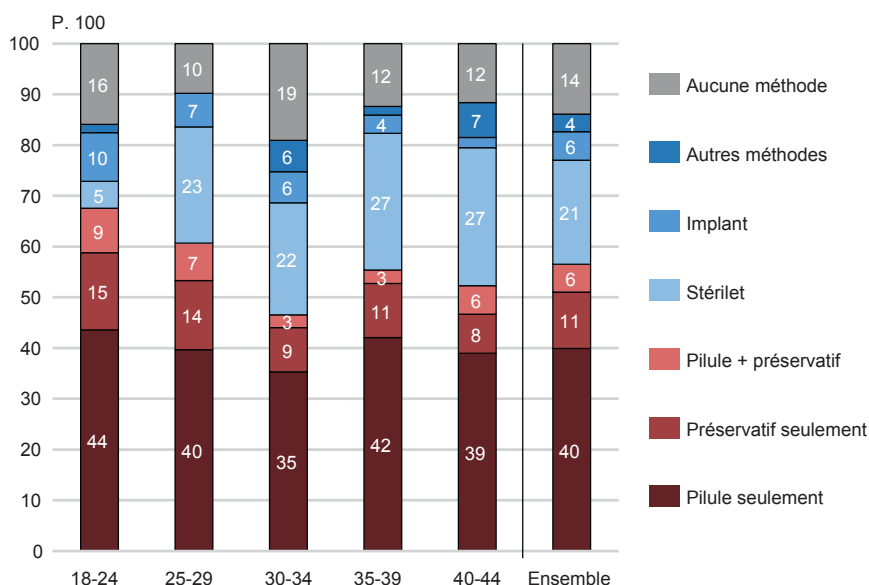
Pour autant, à La Réunion, la part des enfants dont la mère ne déclare pas d'union au moment de leur naissance et ne déclare aucune union cohabitante durant

Figure 10. Histoire familiale durant l'enfance (0-10 ans) des enfants nés entre 1995-1999 et entre 2005-2009 – La Réunion et les Antilles



Champ : enfants des personnes résidant à La Réunion ou aux Antilles au moment de l'enquête. Lecture : 17 % des enfants des générations 2005-2009 nés d'un parent répondant résidant à La Réunion en 2020-2021 ont vécu leurs 10 premières années de vie en famille monoparentale uniquement. Source : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillessement 2 (2020-2021).

Figure 11. Pratiques et méthodes contraceptives selon l'âge en 2020 – La Réunion



Champ : femmes résidant à La Réunion au moment de l'enquête (18-44 ans). Lecture : 16 % des femmes de 18-24 ans résidant à La Réunion susceptibles d'utiliser un moyen de contraception n'en utilisent pas. Source : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillessement 2 (2020-2021).

les dix premières années de leur vie a presque doublé entre les générations 1995-1999 et 2005-2009 (de 10 % à 17 %). Ce taux demeure toutefois encore inférieur de près de 10 points à celui enregistré aux Antilles (29 % pour les générations d'enfants nés entre 2005 et 2009).

La monoparentalité, examinée du point de vue des enfants, est donc en nette augmentation à La Réunion. Cette situation concerne avant tout des enfants vivant dans des familles en situation de précarité, alors qu'aux Antilles le phénomène est un peu moins associé à une forte précarité sociale.

### **Les pratiques contraceptives : la pilule est la plus utilisée**

L'enquête MFV-2 s'intéresse aux pratiques contraceptives des femmes âgées de moins de 45 ans. Parmi elles, 18 % déclarent ne pas avoir de rapports sexuels au moment de l'enquête, 11 % se déclarent enceintes ou cherchent à le devenir et 5 % se déclarent infertiles. Au total, deux tiers des Réunionnaises sont concernées par la contraception<sup>(9)</sup>. Proche de celle de leurs consœurs des Antilles (69 %), cette part est inférieure à celle établie en 2016 en France métropolitaine par l'enquête Baromètre Santé (72 %).

La méthode la plus utilisée est la pilule, le plus souvent seule (40 %) ou combinée avec le préservatif (6 %) (figure 11). Supérieures à celles enregistrées en Métropole, ces proportions varient peu avec l'âge, contrairement à la situation métropolitaine. Ainsi, chez les 40-44 ans, 39 % des Réunionnaises déclarent utiliser la pilule comme moyen de contraception, soit 15 points de plus qu'en Métropole. Le stérilet est le deuxième moyen le plus souvent utilisé entre 25 et 29 ans ; son recours est un peu plus fréquent qu'en Métropole avant 30 ans, mais moins au-delà.

Au total, 14 % des femmes déclarent ne pas utiliser de moyen de contraception (figure 11), soit une part un peu supérieure à celle observée en Métropole en 2016 (8 %), mais plus faible qu'aux Antilles (17 %). Cette proportion varie assez peu selon l'âge : elle est maximale chez les 30-34 ans (19 %) et minimale entre 25 et 29 ans (10 %). Entre 18 et 25 ans, 16 % des femmes n'en utilisent pas, soit une proportion trois fois supérieure à celle observée en Métropole.

### **Une part importante des enfants des seniors de 60 ans et plus vit en dehors du département**

La population réunionnaise vieillit. L'augmentation de l'espérance de vie, la tendance à la baisse de la fécondité et l'émigration d'une partie des jeunes adultes participent à ce vieillissement, avec pour effet une réduction accrue des réseaux d'aidants familiaux potentiels. En 2020, les 50-59 ans avaient en moyenne 0,5 enfant vivant de moins que leurs aînés âgés de 70-79 ans (2,6 contre 3,1 enfants).

L'enquête MFV permet de localiser ces aidants potentiels et d'identifier ceux qui ne résident plus sur le territoire<sup>(10)</sup> et dont l'absence concourt, *de facto*, à une réduction du nombre de ceux potentiellement disponibles pour aider aux tâches de la vie quotidienne. Au moment de l'enquête, en 2020, un peu plus d'un enfant sur cinq déclaré par les femmes de 60-79 ans vit en dehors de l'île et plus d'un enfant sur quatre déclaré par les hommes<sup>(11)</sup>. En conséquence, une part non négligeable des seniors réunionnais n'a aucun enfant résidant sur le territoire (20 % des femmes et 15 % des hommes de 60-79 ans contre 22 % et 28 % aux Antilles). En revanche, quand les enfants y vivent, ils sont pour les trois quarts soit cohabitants, soit installés dans la même commune que leurs parents.

(9) Cette proportion varie légèrement avec l'âge : elle est maximale entre 25 et 34 ans (71 %) et la plus faible avant 25 ans (55 %).

(10) Installés en grande majorité en Métropole.

(11) Des proportions nettement plus faibles qu'aux Antilles (respectivement 42 % et 49 %).



# Vieillesse et solidarités intergénérationnelles

## L'état de santé des personnes âgées s'améliore

En 2020, parmi les 50 ans et plus résidant à domicile, 32 % déclarent être limités dans leurs activités quotidiennes depuis au moins six mois en raison d'un problème de santé (tableau 2). Cela représente 10 points de moins qu'en 2010 pour les hommes, et 13 points de moins pour les femmes. Cette amélioration, observée pour les plus âgés ces dix dernières années, se vérifie dans tous les Drom historiques<sup>(12)</sup>, et tout particulièrement pour les hommes réunionnais, dont la prévalence des restrictions d'activité s'est rapprochée de celle de leurs homologues des Antilles.

**Tableau 2. Part des personnes de 50 ans ou plus déclarant un problème de santé (en %)**

	Hommes	Femmes	Ensemble
Restrictions d'activité (MFV-1)	42	45	43
Restrictions d'activité (MFV-2)	32	32	32
Problèmes de mémoire	28	31	30
Difficultés pour marcher	24	31	28
Difficultés pour voir	24	28	26
Difficultés pour entendre	21	16	19
Difficultés pour se laver	5	8	7

*Champ* : personnes résidant à La Réunion au moment des enquêtes (50-79 ans). *Lecture* : en 2020, 31 % des femmes de 50-79 ans qui vivaient à La Réunion déclaraient connaître des problèmes de mémoire. *Sources* : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillesse 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

La part de personnes déclarant des restrictions d'activité a donc très nettement diminué (figure 12).

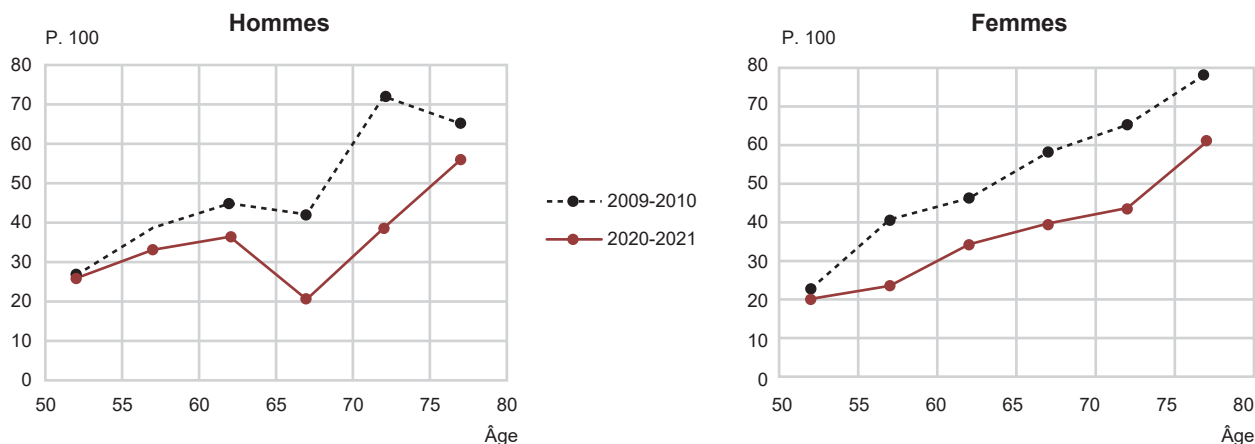
L'enquête MFV-2 permet une étude approfondie de l'état de santé des 50-79 ans, en évaluant l'intensité de leurs problèmes fonctionnels. La Réunion est ainsi le territoire dans lequel les difficultés pour entendre (y compris avec un appareil auditif) sont les plus fréquentes (pour les hommes comme pour les femmes), ainsi que les difficultés pour se laver sans aide – qui correspondent aux situations d'incapacité les plus lourdes. Les Réunionnaises sont à l'inverse moins concernées par les difficultés pour marcher que les Antillaises ou les Guyanaises, mais ces difficultés restent plus fréquentes qu'en Métropole (Leduc *et al.*, 2021).

En 2020, à La Réunion, contrairement aux autres Drom, il n'y a pas de différence de sexe concernant les restrictions d'activités quotidiennes. En revanche, quel que soit le problème fonctionnel considéré (tableau 2), les femmes sont plus nombreuses à en déclarer que les hommes (à l'exception des troubles de l'audition). Certaines limitations fonctionnelles paraissent plus invalidantes pour les hommes. Ainsi 37 % des hommes déclarant des difficultés pour marcher se disent également limités dans leurs activités quotidiennes, contre seulement 33 % des femmes dans la même situation. Il en va de même des difficultés pour se laver, qui s'accompagnent de restrictions d'activités pour 69 % des hommes contre 53 % des femmes.

## Les personnes âgées reçoivent moins d'aide qu'il y a 10 ans

Environ la moitié des Réunionnais adultes aident leurs proches, et cette part ne diminue qu'à partir de 60 ans. Les évolutions sont en revanche plus nettes s'agissant de l'aide reçue (figure 13). Les jeunes de moins de 30 ans

**Figure 12. Part des personnes déclarant des restrictions d'activité selon l'âge – La Réunion**



*Champ* : personnes résidant à La Réunion au moment des enquêtes (50-79 ans). *Lecture* : en 2020, environ 60 % des femmes de 75-79 ans vivant à La Réunion déclaraient des restrictions d'activité. *Sources* : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillesse 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

(12) Mais l'écart demeure important avec les moyennes métropolitaines (Leduc *et al.*, 2021). De plus, une part de cette amélioration pourrait être liée à l'éventuelle réticence des plus fragiles à répondre à l'enquête en période de pandémie.

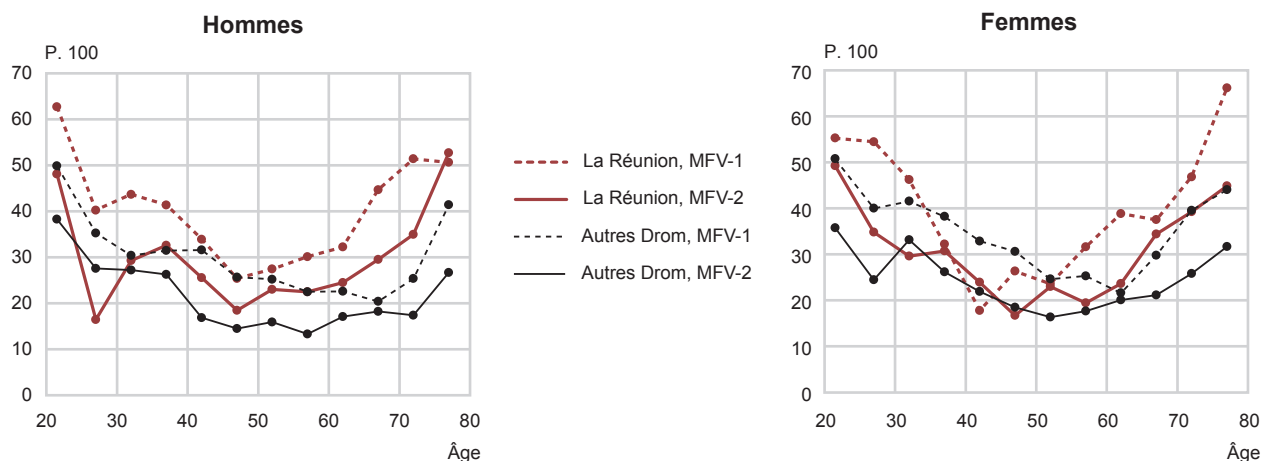
reçoivent moins d'aides (financières et non-financières) qu'il y a dix ans. En 2010, 60 % des jeunes réunionnais de 20 ans et 45 % des adultes de 30 ans en recevaient une ; ils ne sont plus que 50 % et 30 % en 2020. Sur ce plan, la situation des jeunes adultes réunionnais ne se distingue plus de celle des jeunes antillais, alors qu'en 2010 les solidarités au bénéfice des 18-30 ans étaient supérieures d'environ 10 points à La Réunion comparées à celles des autres Drom.

En 2020, les jeunes réunionnais sont ainsi plus nombreux à apporter de l'aide, sans en recevoir en retour (figure 14). Parmi les 25-34 ans, 40 % des hommes et 30 % des femmes sont dans ce cas (contre respectivement 25 % et 20 % en 2010). Les 18-24 ans demeurent les plus intégrés dans les réseaux d'entraide informelle : seulement 22 % des hommes et 21 % des femmes de cette tranche d'âge n'apportent ni ne reçoivent d'aide. Ce taux est comparable à celui de 2010, et demeure inférieur à celui enregistré aux Antilles (38 % des hommes et 34 % des femmes de 18-24 ans en 2020).

### Un recul des aides informelles non financières et des aides financières

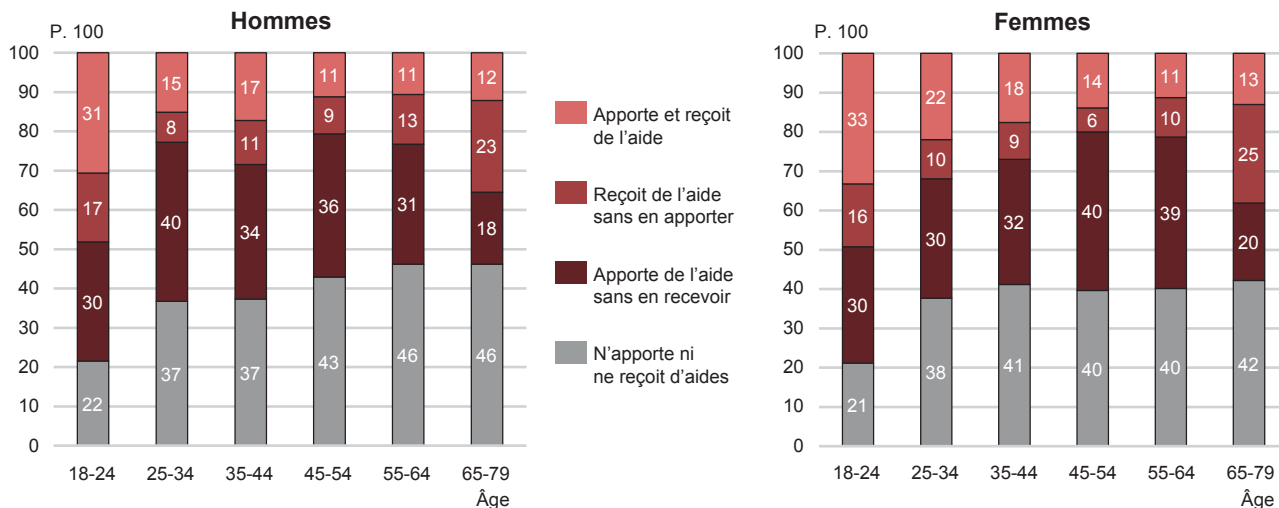
Comme en 2010, l'aide informelle reçue par les plus âgés est quasi exclusivement « non-financière », et prend la forme de tâches administratives, ménagères ou de soins personnels (figure 15). Cette aide a sensiblement diminué depuis dix ans : seulement 28 % des Réunionnais de 55 ans ou plus en recevaient une de leurs proches en 2020, contre 36 % en 2010. Elle demeure toutefois largement supérieure à celle enregistrée aux Antilles, qui s'est pareillement réduite sur la période pour la même tranche d'âge (de 25 % à 20 %). Quel que soit le territoire, environ la moitié des bénéficiaires d'aides non-financières les reçoit uniquement de leurs proches, aussi bien les hommes que les femmes. Soulignons que l'enquête MFV-2 permet de savoir quels enfants aident leurs parents âgés, et ainsi d'évaluer les effets du sexe et du lieu de vie des enfants dans l'intensité et la nature de ces aides informelles.

Figure 13. Part des personnes déclarant recevoir de l'aide selon l'âge – La Réunion



Champ : personnes résidant dans les Drom au moment des enquêtes (18-79 ans). Lecture : en 2010, plus de 60 % des femmes de 75-79 ans vivant à La Réunion déclaraient recevoir de l'aide d'au moins un membre de leur entourage. Sources : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillessement 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

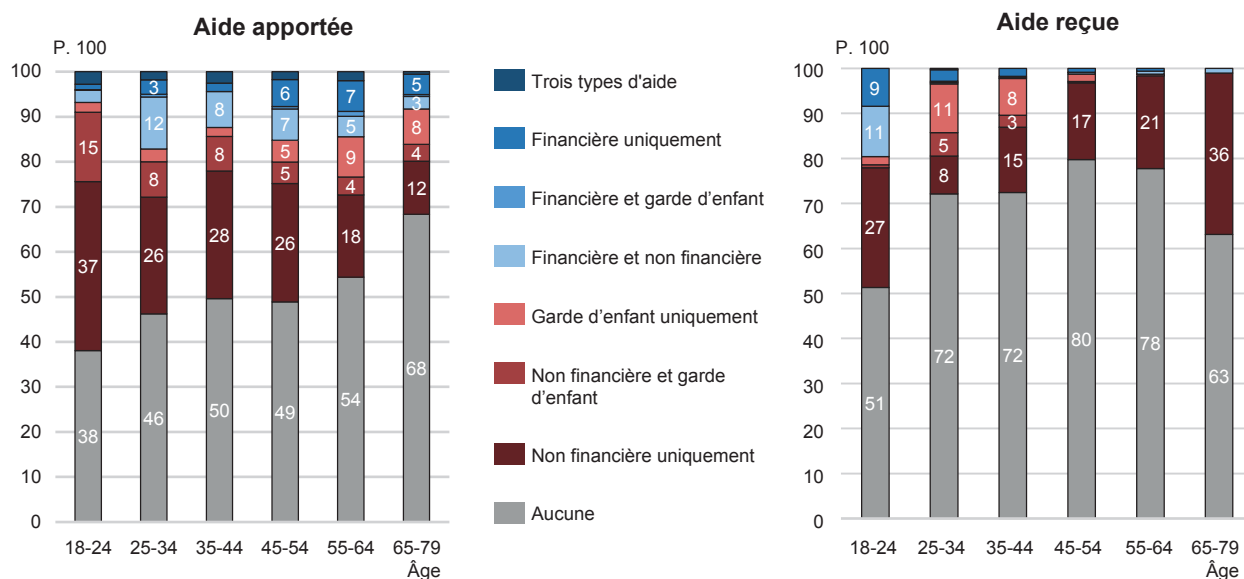
Figure 14. Répartition des individus selon l'aide apportée et reçue – La Réunion



Champ : personnes résidant à La Réunion au moment de l'enquête (18-79 ans). Lecture : en 2020, 33 % des femmes de 18-24 ans vivant à La Réunion disaient à la fois recevoir et apporter de l'aide. Source : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillessement 2 (2020-2021).



**Figure 15. Répartition des individus selon le type d'aide apportée ou reçue (garde d'enfant, aide financière et aide non financière) – La Réunion**



*Champ* : personnes résidant à La Réunion au moment de l'enquête (18-79 ans). *Lecture* : en 2020, 36 % des personnes de 65-79 ans vivant à La Réunion déclaraient recevoir de l'aide uniquement non-financière de leurs proches. *Source* : Ined-Insee ; enquête Migrations, Famille et Vieillessement 2 (2020-2021).

Les aides financières ont, elles aussi, diminué ces dix dernières années, dans toutes les tranches d'âge. Cela se vérifie tout particulièrement chez les plus jeunes, qui en sont les premiers bénéficiaires. Les 18-24 ans, qui étaient près d'un tiers à en recevoir en 2010, ne sont plus que 20 % en 2020. Quant aux 25-34 ans, ils ne sont plus que 3 % aujourd'hui, contre 15 % il y a dix ans. En parallèle, la part de jeunes adultes sans emploi (donc sans revenus de travail) et aidés financièrement par leur(s) proche(s) a elle aussi fortement diminué au cours de la période : si 35 % des 18-24 ans et 20 % des 25-34 ans se déclarant sans emploi en 2010 étaient aidés financièrement, ils ne sont respectivement plus que 22 % et 2 % en 2020. De même, on note un recul de la part de ceux déclarant des difficultés financières : 23 % des 18-24 ans et 17 % des 25-34 ans en déclaraient en 2020, contre 30 % et 24 % en 2010. Ce constat d'ensemble est en phase avec la baisse de la pauvreté monétaire observée au cours de la décennie (-10 points entre 2007 et 2019), chez les jeunes autant que chez les autres catégories d'âge (Besson, 2019).

Cette diminution des aides financières reçues par les jeunes adultes pourrait en partie s'expliquer par un départ un peu plus tardif du foyer parental : en 2020, 78 % des 18-24 ans et 24 % des 25-34 ans cohabitent avec au moins un de leurs parents, contre respectivement 73 % et 20 % en 2010. Les jeunes en difficulté sur le marché de l'emploi vivent peut-être plus souvent chez leurs parents qu'il y a dix ans, la solidarité financière

étant remplacée par une autre forme de solidarité dans le cadre d'une cohabitation intergénérationnelle plus fréquente et plus durable. Il pourrait s'y ajouter un effet de la crise sanitaire, qui aurait retardé le départ des jeunes adultes du domicile de leurs parents et donc, par extension, le moment où ils commencent à recevoir un soutien financier de ces derniers.

### Des aides formelles fréquentes à La Réunion

L'enquête MFV-2 permet également d'évaluer les aides reçues de professionnels pour les tâches administratives, ménagères ou les soins personnels. En 2020, à La Réunion, 15 % des 55 ans et plus, femmes et hommes confondus, reçoivent des aides formelles. Cette proportion est, comme pour l'aide informelle, plus élevée qu'aux Antilles, où l'aide formelle ne bénéficie qu'à 9 % des hommes et 11 % des femmes. Cette aide concerne plus souvent les personnes ayant des problèmes de santé : 22 % de celles limitées dans leurs activités quotidiennes sont aidées par des professionnels, contre 12 % de celles qui ne déclarent aucune restriction d'activité. Parmi celles qui en bénéficient, 9 % la reçoivent uniquement de la part de professionnels, ce qui est plus fréquent qu'aux Antilles, où le cumul des aides formelles et informelles est plus fréquent. Néanmoins, quel que soit leur état de santé, les Réunionnais âgés restent majoritairement aidés par leurs proches.

### Le créole : une pratique courante, mais en recul

Le créole est la langue principale de 29 % des natifs de La Réunion, soit un taux très supérieur à celui des autres Drom (6 % à 17 %), avec un net effet de génération : langue principale de près de la moitié des plus de 64 ans, cette part diminue au fil des générations, pour n'atteindre que 20 % des 18-24 ans. Bien qu'il ne soit la langue principale que d'une minorité de Réunionnais, la quasi-totalité des natifs déclare l'utiliser – ou l'avoir utilisé – régulièrement au cours de leur vie (93 %, contre 50 à 86 % dans les autres Drom créolophones). C'est le cas de 86 % des jeunes de 18-24 ans (Dehon, 2022).

Il est plus fréquent de parler créole dans la vie quotidienne à La Réunion que dans les autres Drom. Ainsi, en 2020, 86 % des natifs de La Réunion disent l'utiliser pour parler à leur conjoint actuel, 75 % lors de conversations avec leur(s) enfant(s), 83 % avec les voisins, et 55 % avec les collègues de travail<sup>(13)</sup> (tableau 3). Pour autant, sa pratique a nettement diminué en l'espace de dix ans (notamment dans la sphère professionnelle). En 2010, il n'existait aucune différence par âge dans le fait de parler créole au conjoint et aux enfants. Des écarts apparaissent dans l'enquête de 2020, mais restent malgré tout plus faibles qu'aux Antilles et en Guyane.

### Le niveau de lecture en créole s'est développé

Si l'ensemble des natifs de La Réunion disent comprendre et parler facilement le créole, ils le lisent moins fréquemment que dans les autres Drom : 34 % déclarent le parler et le lire, contre 38 à 44 % dans

les autres Drom. Pour la majorité des Réunionnais, le créole demeure une langue uniquement orale ; néanmoins, la part de natifs aptes à le lire, en plus de l'écrire, a sensiblement augmenté en dix ans (de 23 % en 2010 à 34 % en 2020), notamment parmi les jeunes de 18-24 ans, où elle a progressé de 12 points en dix ans (de 38 % à 50 %).

### Le créole, un patrimoine culturel à préserver

La comparaison des enquêtes MFV-1 et 2 montre un consensus grandissant sur l'importance du créole et les moyens de le préserver. En 2020, 90 % des natifs de La Réunion pensent que le créole est important pour l'identité du territoire<sup>(14)</sup>. Cette conviction varie un peu avec l'âge : 96 % des 18-24 ans affirment l'importance du créole pour l'identité de leur île, contre 82 % des plus âgés (64 ans et plus). Par ailleurs, l'acceptation du créole se développe hors de la sphère privée : alors que près de la moitié des natifs réunionnais estimaient en 2010 que son usage devrait se limiter à des conversations en famille ou entre amis, cette part n'est plus que de 35 % en 2020. Malgré cela, La Réunion demeure, avec la Guyane, le Drom où l'idée de limitation du créole à la sphère privée est la plus importante (seuls 20 % des natifs de Guadeloupe et de Martinique la soutiennent).

Enfin, la moitié des Réunionnais (49 %, respectivement 53 % des hommes et 46 % des femmes) pense que le créole devrait être enseigné à l'école, au même titre que d'autres langues : c'est là encore plus qu'il y a dix ans (40 %). La Réunion se démarque cependant des autres Drom, qui affichent des proportions bien plus importantes de natifs en accord avec cette idée (84 % à 89 % en 2020).

**Tableau 3. Part des natifs des Drom parlant/ayant déjà parlé créole dans divers contextes (en %)**

	Au conjoint actuel (parmi les personnes en couple cohabitant ou non)		Aux enfants (parmi les personnes qui ont/ont eu des enfants)		Aux voisins		Aux collègues (parmi les personnes qui travaillent/ont déjà travaillé)	
	2010	2020	2010	2020	2010	2020	2010	2020
Guadeloupe	78	75	56	56	72	67	58	49
Martinique	69	66	53	49	64	56	56	47
Guyane	46	34	35	22	43	26	47	27
La Réunion	92	86	85	75	90	83	69	55

*Champ* : natifs des Drom résidant dans leur département de naissance au moment des enquêtes (18-79 ans). *Lecture* : en 2020, 83 % des natifs de La Réunion y résidant au moment de l'enquête disent parler/avoir déjà parlé créole à leurs voisins. *Sources* : Ined-Insee ; enquêtes Migrations, Famille et Vieillesse 1 (2009-2010) et 2 (2020-2021).

(13) Il n'y a pas de différence significative entre les pratiques des hommes et des femmes, sauf pour les conversations avec les voisins (87 % pour les hommes contre 79 % pour les femmes) et avec les collègues de travail (63 % pour les hommes contre 47 % chez les femmes).

(14) Sans différence significative entre les femmes et les hommes.

---

## Place de la religion à La Réunion

---

En 2020, 81 % des personnes vivant à La Réunion déclarent avoir une religion<sup>(15)</sup>, une part comparable à celles de la Guadeloupe et de la Martinique, et supérieure à celle de la Guyane (64 %). S'il n'existait pas de différences entre les hommes et les femmes en 2010, les femmes sont aujourd'hui un peu plus nombreuses à déclarer avoir une religion (84 %/+ 7 points que les hommes). Par ailleurs, plus les personnes sont âgées, plus elles sont nombreuses en proportion à avoir une religion : c'est le cas de 88 % des 65-79 ans, pour seulement 80 % des jeunes de 18-25 ans ; un écart entre les générations cependant bien moindre qu'en Guadeloupe et en Guyane. À La Réunion comme dans les autres Drom, les natifs et les « immigrants » nés à l'étranger sont ceux qui déclarent le plus fréquemment avoir une religion (respectivement 86 % et 90 %). Les « immigrants » arrivant de Métropole se démarquent avec une part nettement moindre à déclarer une religion (55 %).

### Une mixité religieuse particulièrement importante

La Réunion se distingue par une forte pluralité religieuse : si la religion catholique y est majoritaire, les religions hindouistes et musulmanes y tiennent, elles aussi, une

place importante. En revanche, la part des protestants y demeure très modeste (3 % des croyants, contre 12 % aux Antilles, 31 % en Guyane). L'autre particularité tient à la part significative de personnes indiquant avoir plusieurs religions (11 % de celles qui déclarent avoir une religion). Cette configuration est marginale dans les autres Drom où elle concerne moins de 2 % des personnes qui ont déclaré avoir une religion. À titre d'exemple, près de 8 % des personnes ayant déclaré au moins une religion à La Réunion se sont dites à la fois hindouistes et catholiques.

### La religion, une caractéristique souvent commune aux conjoints

Dans une grande majorité des cas, quel que soit le Drom, les couples partagent les mêmes croyances religieuses. À La Réunion, en 2020, 11 % des répondants en couple le sont avec quelqu'un qui, comme eux, n'a pas de religion, et 71 % le sont avec quelqu'un qui partage la même religion principale. Seuls 18 % des enquêtés sont en couple avec quelqu'un qui ne partage pas la même croyance ; soit qu'un seul membre du couple ait une religion, ou qu'ils aient chacun la leur (16 %-24 % dans les autres Drom). La Réunion est le seul Drom où cette part a augmenté de façon notable en dix ans (+ 5 points).

---

## Autres résultats à venir

---

L'enquête MFV-2 donnera lieu à plusieurs exploitations thématiques plus approfondies, ainsi qu'à des travaux qualitatifs par le biais d'entretiens complémentaires qui seront réalisés avec des répondants ayant donné leur accord pour recevoir à nouveau la visite d'un enquêteur. Ces approfondissements pourraient concerner une ou plusieurs des thématiques traitées, en fonction des besoins exprimés.

Un groupe de travail devrait également être constitué dans les mois à venir, avec pour objectif la réalisation, dans les collections de l'Ined, d'un ouvrage collectif retraçant les grandes évolutions entre les résultats de MFV-1 et ceux de MFV-2 sur plusieurs thématiques. Pour suivre l'actualité de l'enquête et ses résultats, voir le site Internet : <https://mfv.site.ined.fr/>

---

(15) C'est un peu moins qu'en 2010, où 86 % des habitants de l'île disaient en avoir une.

---

## Bibliographie

---

- AJIR S., BAKTAVATSALOU R. et SEGUIN S., 2017, « Une population vieillissante. Évolutions démographiques depuis 60 ans », *Insee Analyses La Réunion*, 25. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3047952>
- BAKTAVATSALOU R., CHAUSSY C. et SUI-SENG S., 2020, « Trois fois plus de seniors en perte d'autonomie en 2050. Projections de personnes âgées en perte d'autonomie à La Réunion », *Insee Analyses La Réunion*, 45. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4643075>
- BEAUGENDRE C., BRETON D., MARIE C.-V., 2016, « « Faire famille à distance » chez les natifs des Antilles et de La Réunion », *Recherches familiales*, 13(1), p. 35-52. <https://doi.org/10.3917/rf.013.0035>
- BESSON L., 2019, « Dix ans après la crise de 2007-2008. Pauvreté et inégalités de revenus reculent à La Réunion », *Cerom*.
- BRETON D., 2011, « L'entrée dans l'âge adulte des jeunes réunionnaises et martiniquaises : la famille comme une « évidence » ? », *Politiques sociales et familiales*, 106, « Réalités sociales et politiques publiques dans les DOM », p. 25-38. <https://doi.org/10.3406/caf.2011.2649>
- CROUZET M., 2018, « Vieillesse et perte d'autonomie aux Antilles et à La Réunion : des situations en outremer contrastées », *Espace populations sociétés*, 1-2. <https://doi.org/10.4000/eps.7658>
- CROUZET M., CARRÈRE A., LABORDE C., BRETON D., CAMBOIS E., 2020, « Différences d'espérance de vie sans incapacité dans les départements français. Premiers résultats à partir de l'enquête Vie Quotidienne et Santé », *Revue Quételet*, 8(1), p. 73-101. <https://doi.org/10.14428/rqj2020.08.02.03>
- DEHON M., 2022, « Entre langue créole, musiques des Mascareignes et influence internationale. Enquête Pratiques culturelles à La Réunion en 2019 », *Insee Analyses La Réunion*, 70. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6469054>
- FABRE É., 2013, « Freins à la mobilité des jeunes Réunionnais en 2012 – Six jeunes sur dix prêts à tenter une expérience de mobilité en Métropole », *Insee partenaires*, 22. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1294886>
- FABRE É. et JONZO A., 2016, « La Réunion garde ses diplômés du supérieur », *Insee Analyses La Réunion*, 13. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1908447>
- INSEE, 2022, « La part des natifs dans la population diminue, mais demeure élevée. Population de La Réunion selon le lieu de naissance depuis 1990 », *Insee Analyses La Réunion*, 74. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6536241>
- JONZO A. et SEGUIN S., 2022, « À La Réunion, un quart des jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation en 2021 », *Insee Analyses La Réunion*, 72. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6483933>
- LEDUC A., DERUYON T., ROCHEREAU T. et RENAUD A., 2021, « Premiers résultats de l'enquête santé européenne (EHIS) 2019. Métropole, Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte », *Les Dossiers de la DREES*, 78.
- MARIE C.-V., 2011, « L'enquête Migrations, Famille et Vieillesse [Première grande enquête menée dans les DOM pour mieux cerner les défis de demain] », *Politiques sociales et familiales*, 106, « Réalités sociales et politiques publiques dans les DOM », p. 98-103. <https://doi.org/10.3406/caf.2011.2657>
- MARIE C.-V. et TEMPORAL F., 2011, « Les DOM : terres de migrations », *Espace populations sociétés*, 3, p. 475-491. <https://doi.org/10.4000/eps.4652>
- MARIE C.-V., TEMPORAL F., CONDON S., ABDOUNI S. et BRETON D., 2011, « Migrations, famille et vieillissement : des défis pour La Réunion de demain », *Insee partenaires*, 12. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1294114>
- MARIE C.-V., BRETON D., CROUZET M., FABRE E., MERCERON S., 2017, « Migrations, natalité et solidarités familiales. La société de Mayotte en pleine mutation », *Insee Analyses Mayotte*, 12. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2656589>
- MARIE C.-V., BRETON D., CROUZET M., 2018, « Mayotte : plus d'un adulte sur deux n'est pas né sur l'île », *Population et Sociétés*, 560. <https://doi.org/10.3917/popsoc.560.0001>
- MERCERON S. et THIBAUT P., 2021, « Un Réunionnais sur dix déclare être en mauvaise santé. Enquête Santé à La Réunion en 2019 », *Insee Analyses La Réunion*, 58. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5363533>
- MERCERON S., 2017, « La population réunionnaise à l'horizon 2050 – Autant de seniors que de jeunes », *Insee Analyses La Réunion*, 29. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3254355>
- ROBIN M., 2022, « Pauvreté à La Réunion : deux approches complémentaires », *Insee Analyses La Réunion*, 71. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6471514>
- SEGUIN S. et SUI-SENG S., 2022, « Les pensions de retraite les plus faibles des régions françaises. Les retraites à La Réunion », *Insee Analyses La Réunion*, 69. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6444517>
- SEGUIN S. et TOUZET C., 2022, « Deux déménagements sur trois sont de courte distance. Les migrations résidentielles à La Réunion de 2010 à 2019 », *Insee Analyses La Réunion*, 67. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6203918>
- SUI-SENG S., 2022a, « À La Réunion, les jeunes hommes peinent à quitter le foyer parental », *Insee Flash La Réunion*, 221. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6050491>
- SUI-SENG S., 2022b, « Les décès augmentent fortement, les naissances repartent à la hausse. Bilan démographique 2021 et premiers mois 2022 à La Réunion », *Insee Flash La Réunion*, 234. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6531246>
- THIBAUT P., 2020, « Un enfant sur dix dans une famille recomposée. Familles avec enfant(s) mineur(s) à La Réunion en 2018 », *Insee Flash La Réunion*, 171. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4295523>



**Ined – Institut national d'études démographiques**

9, cours des humanités, 93322 Aubervilliers • Tél. : 01 56 06 20 00 • [www.ined.fr](http://www.ined.fr)